

Introduction à l'économie

Quels sont les liens entre l'esprit d'entreprise, le caractère personnel et la société civile ?

Unité 8D - Individualisme et société civile

Leçon 4 - Individualisme et société civile

Les êtres humains sont des créatures sociales qui ont besoin d'une communauté pour s'épanouir. L'une des raisons pour lesquelles nous tirons tant d'avantages de la vie en société est la grande diversité des compétences, des talents et des intérêts des individus qui la composent. Si nous tenons à préserver la communauté, nous devons également penser aux individus uniques qui la composent. Chaque personne est un individu qui mérite le respect et la dignité. Le marché encourage les individus à interagir pacifiquement et à construire une confiance mutuelle.

Dans cette leçon, les élèves regarderont une vidéo sur l'idée d'égalité. Ils lisent ensuite l'article "L'individu dans la société" de Ludwig von Mises et en discutent. Ensuite, les élèves regardent la vidéo "Individualisme et collectivisme" et en discutent dans le cadre d'une courte activité en classe. Enfin, les élèves liront un article intitulé "Compétition et coopération" de David Boaz.

Temps nécessaire : 45 min

Matériel requis : Connexion Internet, instrument d'écriture

Conditions préalables :

Leçon 7.1 - Vertu et esprit d'entreprise

Leçon 7.2 - Connectés par le commerce

Leçon 7.3 - Marchés et moralité

7.4.A - Regardez la vidéo suivante et discutez-en en vous aidant des questions ci-dessous [10 min] :

La [philosophie libertarienne : comment je suis l'égal de Hugh Jackman - Learn Liberty \(youtube.com\)](https://www.youtube.com/watch?v=...) vidéo est en anglais uniquement et les questions de discussion ci-dessous vous permettront de mieux comprendre le contenu. Voici un résumé en français :

Dans cette vidéo intitulée "Libertarian Philosophy: How I'm Equal to Hugh Jackman" (La philosophie libertarienne : Comment je suis égal à Hugh Jackman), le professeur Aeon Skoble explore la signification de l'égalité dans notre société. Selon la Déclaration d'indépendance, nous sommes tous créés égaux. Cependant, le professeur Skoble n'est pas aussi riche que Bill Gates, aussi dur que Vin Diesel ou aussi séduisant que Hugh Jackman. Pour le professeur Skoble, la Déclaration vise à ce que nous soyons tous traités de manière égale devant la loi. En d'autres termes, nous devrions tous avoir une liberté égale de choisir notre propre chemin vers le bonheur, tant que nous ne portons pas atteinte aux libertés des autres. Traiter les gens en tant qu'égaux signifie que nous devrions montrer un respect égal pour les choix qu'ils font. Cela signifie que, même si nous sommes en désaccord avec les autres, nous devrions respecter leurs préférences en matière d'emploi, d'émissions de télévision, de musique, etc. Le système juridique devrait également montrer un respect égal pour les individus en respectant leurs droits de manière égale, sans interférer avec les résultats des choix des gens. Si nous essayons de produire l'égalité d'une autre manière, nous violerons nécessairement la liberté de choix des individus

"Selon la Déclaration d'indépendance, nous sommes tous égaux. Mais le professeur Aeon Skoble n'est pas aussi riche que Bill Gates, aussi dur que Vin Diesel ou aussi sexy que Hugh Jackman. Pour le professeur Skoble, la Déclaration veut que nous soyons tous traités de la même manière devant la loi. En d'autres termes, nous devrions tous avoir la même liberté de choisir nos propres chemins vers le bonheur, tant que nous n'empiétons pas sur les libertés d'autrui.

Traiter les gens sur un pied d'égalité signifie que nous devons faire preuve du même respect pour les choix qu'ils font. Cela signifie que, même si nous ne sommes pas d'accord avec les autres, nous devons respecter leurs préférences en matière d'emploi, d'émissions de télévision, de musique, etc. Le système juridique doit faire preuve d'un respect égal pour les personnes en respectant leurs droits de manière égale, et non en interférant avec les résultats des choix des personnes. Si nous essayons de produire l'égalité d'une autre manière, nous violerons nécessairement la liberté de choix des personnes".

Questions à débattre : Égalité et respect : Comment je suis l'égal de Hugh Jackman

1. De quelle manière devrions-nous nous traiter les uns les autres comme des égaux ?

- a. L'égalité se réfère à l'égalité de liberté et à l'égalité dans notre liberté.
- b. Nous devrions tous respecter les droits de l'homme de la même manière, ce qui est la définition de la véritable égalité (une protection égale de nos droits, y compris les droits de propriété).

2. Quelle est la mise en garde à faire lorsque l'on parle de la liberté d'agir à sa guise ?

1. "Les gens sont libres de faire ce qu'ils veulent à condition que cela n'empiète pas sur les libertés d'autrui.

7.4.B - Lisez l'article suivant et discutez-en en vous aidant des questions ci-dessous [20 min] :

Article : [L'individu dans la société | Mises Institute](#) par Ludwig von Mises (FEE.org)

"La liberté se réfère toujours aux relations interhumaines. Un homme est libre dans la mesure où il peut vivre et se débrouiller sans être à la merci de décisions arbitraires de la part d'autres personnes. Dans le cadre de la société, chacun dépend de ses concitoyens. L'homme social ne peut devenir indépendant sans renoncer à tous les avantages de la coopération sociale. Le phénomène social fondamental est la division du travail et sa contrepartie - la coopération humaine".

Les mots liberté et liberté représentaient pour les plus éminents représentants de l'humanité l'un des biens les plus précieux et les plus désirables. Aujourd'hui, il est de bon ton de s'en moquer. Ce sont, clai- ronne le sage moderne, des notions "glissantes" et des préjugés "bourgeois". La liberté ne se trouve pas dans la nature. Dans la nature, il n'existe aucun phénomène auquel ces termes pourraient être appliqués de manière significative. Quoi que l'homme fasse, il ne peut jamais se libérer des contraintes que la nature lui impose. S'il veut réussir à agir, il doit se soumettre inconditionnellement aux lois de la nature.

La liberté se réfère toujours aux relations interhumaines. Un homme est libre dans la mesure où il peut vivre et se débrouiller sans être à la merci de décisions arbitraires de la part d'autres personnes. Dans le cadre de la société, chacun dépend de ses concitoyens. L'homme social ne peut devenir indépendant sans renoncer à tous les avantages de la coopération sociale.

Le phénomène social fondamental est la division du travail et son pendant, la coopération humaine. L'expérience enseigne à l'homme que l'action coopérative est plus efficace et plus productive que l'action isolée d'individus autosuffisants. Les conditions naturelles qui déterminent la vie et l'effort de l'homme sont telles que la division du travail augmente la production par unité de travail dépensée. Ces faits naturels sont les suivants

1. l'inégalité innée des hommes en ce qui concerne leur capacité à effectuer divers types de travail, et
2. la répartition inégale des possibilités de production non humaines, données par la nature, sur la surface de la terre. On peut tout aussi bien considérer ces deux faits comme un seul et même fait, à savoir la multiplicité de la nature qui fait de l'univers un complexe de variétés infinies.

L'inégalité innée

La division du travail est le résultat de la réaction consciente de l'homme à la multiplicité des conditions naturelles. D'autre part, elle est elle-même un facteur de différenciation. Il attribue aux différentes zones géographiques des fonctions spécifiques dans le complexe des processus de production. Elle rend certaines zones urbaines, d'autres rurales ; elle situe les diverses branches de l'industrie manufacturière, de l'exploitation minière et de l'agriculture dans des lieux différents. Mais ce qui est encore plus important, c'est qu'elle intensifie l'inégalité innée des hommes. L'exercice et la pratique de tâches spécifiques adaptent mieux les individus aux exigences de leur performance ; les hommes développent certaines de leurs facultés innées et freinent le développement d'autres. Des types professionnels apparaissent, les gens deviennent des spécialistes.

La division du travail divise les différents processus de production en tâches minuscules, dont beaucoup peuvent être exécutées par des dispositifs mécaniques. C'est ce fait qui a rendu possible l'utilisation des machines et qui a permis d'apporter des améliorations étonnantes aux méthodes techniques de production. La mécanisation est le fruit de la division du travail, sa réalisation la plus bénéfique, et non son moteur et sa source. Les machines spécialisées à moteur n'ont pu être employées que dans un environnement social soumis à la division du travail. Chaque pas en avant sur la voie de l'utilisation de machines plus spécialisées, plus raffinées et plus productives nécessite une spécialisation plus poussée des tâches.

Au sein de la société

Du point de vue de l'individu, la société est le grand moyen d'atteindre toutes ses fins. La préservation de la société est une condition essentielle de tous les projets qu'un individu peut vouloir réaliser par quelque action que ce soit. Même le délinquant réfractaire qui ne parvient pas à adapter sa conduite aux exigences de la vie au sein du système sociétal de coopération ne veut manquer aucun des avantages découlant de

la division du travail. Il ne vise pas consciemment la destruction de la société. Il veut mettre la main sur une plus grande part des richesses produites en commun que celle que l'ordre social lui attribue. Il se sentirait malheureux si le comportement antisocial devenait universel et si son résultat inévitable était le retour à l'indigence primitive.

La liberté est la condition de l'homme dans une société contractuelle. La coopération sociale dans le cadre d'un système de propriété privée des moyens de production signifie que, dans le cadre du marché, l'individu n'est pas tenu d'obéir et de servir un seigneur. S'il donne et sert d'autres personnes, il le fait de son propre chef afin d'être récompensé et servi par ceux qui le reçoivent. Il échange des biens et des services, il ne fait pas de travail obligatoire et ne paie pas de tribut. Il n'est certainement pas indépendant. Il dépend des autres membres de la société. Mais cette dépendance est réciproque. L'acheteur dépend du vendeur et le vendeur de l'acheteur.

L'intérêt personnel

La principale préoccupation de nombreux écrivains des 19e et 20e siècles a été de déformer et de dénaturer cet état de fait évident. Les travailleurs, disaient-ils, sont à la merci de leurs employeurs. Or, il est vrai que l'employeur a le droit de licencier l'employé. Mais s'il utilise ce droit pour satisfaire ses caprices, il nuit à ses propres intérêts. Il est désavantageux pour lui de licencier un meilleur employé pour en engager un moins efficace. Le marché n'empêche pas directement quiconque d'infliger arbitrairement des dommages à ses concitoyens ; il ne fait que pénaliser de tels comportements. Le commerçant est libre d'être impoli avec ses clients s'il est prêt à en supporter les conséquences. Les consommateurs sont libres de boycotter un fournisseur s'ils sont prêts à en payer le prix.

Ce qui pousse chaque homme à faire le maximum au service de ses semblables et qui freine les tendances innées à l'arbitraire et à la méchanceté, ce n'est pas, sur le marché, la contrainte et la coercition de la part des gendarmes, des bourreaux et des tribunaux pénaux, c'est l'intérêt personnel. Le membre d'une société contractuelle est libre parce qu'il ne sert les autres qu'en se servant lui-même. Il n'est limité que par l'inévitable phénomène naturel de la rareté. Pour le reste, il est libre dans le cadre du marché.

Dans l'économie de marché, l'individu est libre d'agir dans le cadre de la propriété privée et du marché. Ses choix sont définitifs. Pour ses semblables, ses actions sont des données dont ils doivent tenir compte dans leur propre action. La coordination des actions autonomes de tous les individus est réalisée par le fonctionnement du marché. La société ne dit pas à un homme ce qu'il doit faire ou ne pas faire. Il n'est pas nécessaire d'imposer la coopération par des ordres ou des interdictions spéciales. La non-coopération se pénalise elle-même. L'adaptation aux exigences de l'effort productif de la société et la poursuite des préoccupations de l'individu ne sont pas en conflit. Par conséquent, aucune agence n'est nécessaire pour régler ces conflits. Le

système peut fonctionner et accomplir ses tâches sans l'interférence d'une autorité émettant des ordres et des interdictions spéciales et punissant ceux qui ne s'y conforment pas.

La contrainte et la coercition

Au-delà de la sphère de la propriété privée et du marché se trouve la sphère de la contrainte et de la coercition ; c'est là que se trouvent les barrages que la société organisée a construits pour protéger la propriété privée et le marché contre la violence, la malveillance et la fraude. C'est le domaine de la contrainte, par opposition au domaine de la liberté. On y trouve des règles qui distinguent ce qui est légal de ce qui est illégal, ce qui est permis de ce qui est interdit. Et voici une sinistre machine d'armes, de prisons et de potences et les hommes qui la font fonctionner, prêts à écraser ceux qui osent désobéir.

Il est important de se rappeler que l'ingérence du gouvernement signifie toujours une action violente ou la menace d'une telle action. Le gouvernement est en dernier ressort l'emploi d'hommes armés, de policiers, de gendarmes, de soldats, de gardiens de prison et de bourreaux. La caractéristique essentielle du gouvernement est l'application de ses décrets par la bastonnade, le meurtre et l'emprisonnement. Ceux qui demandent plus d'ingérence de la part du gouvernement demandent en fin de compte plus de contrainte et moins de liberté.

La liberté est un terme utilisé pour décrire les conditions sociales des membres individuels d'une société de marché dans laquelle le pouvoir de l'indispensable lien hégémonique, l'État, est limité afin de ne pas mettre en danger le fonctionnement du marché. Dans un système totalitaire, il n'y a rien à quoi l'on puisse attribuer le qualificatif de "libre", si ce n'est l'arbitraire illimité du dictateur.

Il ne serait pas nécessaire de s'attarder sur ce fait évident si les champions de l'abolition de la liberté n'avaient pas volontairement créé une confusion sémantique. Ils ont compris qu'il leur était impossible de lutter ouvertement et sincèrement pour la contrainte et la servitude. Les notions de liberté et d'indépendance jouissaient d'un tel prestige qu'aucune propagande ne pouvait ébranler leur popularité. Depuis toujours, dans le domaine de la civilisation occidentale, la liberté a été considérée comme le bien le plus précieux. Ce qui a donné à l'Occident son éminence, c'est précisément son souci de la liberté, un idéal social étranger aux peuples orientaux. La philosophie sociale de l'Occident est essentiellement une philosophie de la liberté. L'histoire de l'Europe et des communautés fondées par les émigrants européens et leurs descendants dans d'autres parties du monde a été essentiellement marquée par la lutte pour la liberté. L'individualisme "pur et dur" est la signature de notre civilisation. Aucune attaque ouverte contre la liberté de l'individu n'avait de chance de réussir.

Nouvelles définitions

Les partisans du totalitarisme ont donc choisi d'autres tactiques. Ils ont inversé le sens des mots. Ils appellent liberté véritable ou authentique la condition des individus dans un système où ils n'ont d'autre droit que d'obéir aux ordres. Ils s'appellent eux-mêmes de vrais *libéraux* parce qu'ils aspirent à un tel ordre social. Ils appellent démocratie les méthodes russes de gouvernement dictatorial. Ils appellent "démocratie industrielle" les méthodes de violence et de coercition des syndicats. Ils qualifient la liberté de la presse d'état de fait dans lequel seul le gouvernement est libre de publier des livres et des journaux. Ils définissent la liberté comme la possibilité de faire les "bonnes" choses et, bien entendu, ils s'arrogent le droit de déterminer ce qui est bon et ce qui ne l'est pas. À leurs yeux, l'omnipotence du gouvernement est synonyme de liberté totale. Libérer le pouvoir policier de toute contrainte, tel est le véritable sens de leur combat pour la liberté.

L'économie de marché, disent ces libéraux autoproclamés, n'accorde la liberté qu'à une classe parasitaire d'exploiteurs, la bourgeoisie ; que ces scélérats jouissent de la liberté d'asservir les masses ; que le salarié n'est pas libre ; qu'il doit travailler pour le seul bénéfice de ses maîtres, les patrons ; que les capitalistes s'approprient ce qui, selon les droits inaliénables de l'homme, devrait appartenir au travailleur ; que, sous le socialisme, le travailleur jouira de la liberté et de la dignité humaine parce qu'il n'aura plus à être l'esclave d'un capitaliste ; que le socialisme, c'est l'émancipation de l'homme du peuple, c'est la liberté pour tous ; que c'est, en outre, la richesse pour tous.

Ces doctrines ont pu triompher parce qu'elles n'ont pas rencontré de critique rationnelle efficace. Il est inutile de s'appuyer sur un prétendu droit "naturel" des individus à la propriété si d'autres personnes affirment que le droit "naturel" le plus important est celui de l'égalité des revenus. De tels différends ne pourront jamais être réglés. Il n'est pas nécessaire de critiquer les éléments non essentiels du programme socialiste. On ne réfute pas le socialisme en attaquant la position socialiste sur la religion, le mariage, le contrôle des naissances et l'art.

Un nouveau subterfuge

Malgré ces graves lacunes des défenseurs de la liberté économique, il était impossible de tromper tout le monde, tout le temps, sur les caractéristiques essentielles du socialisme. Les planificateurs les plus fanatiques ont été contraints d'admettre que leurs projets impliquaient l'abolition de nombreuses libertés dont jouissent les citoyens dans le cadre du capitalisme et de la "démocratie". Pressés par le temps, ils ont eu recours à un nouveau subterfuge. La liberté à abolir, soulignent-ils, n'est que la fausse liberté "économique" des capitalistes qui nuit à l'homme de la rue ; en dehors de la "sphère économique", la liberté sera non seulement entièrement préservée, mais considérablement élargie. La "planification de la liberté" est devenue récemment le

slogan le plus populaire des champions du gouvernement totalitaire et de la russification de toutes les nations.

L'erreur de cet argument provient de la distinction fallacieuse entre deux domaines de la vie et de l'action humaines, la sphère "économique" et la sphère "non économique". A proprement parler, les hommes n'aspirent pas à des biens matériels en tant que tels, mais aux services que ces biens sont en mesure de leur rendre. Ils veulent atteindre l'augmentation du bien-être que ces services sont en mesure de leur apporter. C'est un fait que les gens, lorsqu'ils traitent sur le marché, sont motivés non seulement par le désir de se nourrir, de se loger et d'avoir des plaisirs sexuels, mais aussi par de nombreuses pulsions "idéales". L'homme qui agit est toujours préoccupé à la fois par des choses "matérielles" et "idéales". Il choisit entre différentes alternatives, qu'elles soient matérielles ou idéales. Dans les échelles de valeur actuelles, les choses matérielles et idéales sont mélangées.

La liberté, telle que les gens l'ont connue dans les pays démocratiques de la civilisation occidentale dans les années de triomphe du vieux libéralisme, n'était pas un produit des constitutions, des déclarations de droits, des lois et des statuts. Ces documents ne visaient qu'à protéger la liberté, solidement établie par le fonctionnement de l'économie de marché, contre les empiètements des détenteurs de pouvoir. Aucun gouvernement, aucune loi civile ne peut garantir et instaurer la liberté autrement qu'en soutenant et en défendant les institutions fondamentales de l'économie de marché. Le gouvernement est toujours synonyme de coercition et de contrainte et est par nécessité le contraire de la liberté. Le gouvernement est un garant de la liberté et n'est compatible avec la liberté que si son champ d'action est adéquatement limité à la préservation de la liberté économique. En l'absence d'économie de marché, les dispositions les mieux intentionnées des constitutions et des lois restent lettre morte.

La concurrence

La liberté de l'homme sous le capitalisme est un effet de la concurrence. Le travailleur ne dépend pas des bonnes grâces d'un employeur. Si son employeur le licencie, il en trouve un autre. Le consommateur n'est pas à la merci du commerçant. Il est libre de fréquenter un autre magasin s'il le souhaite. Personne ne doit baisser la main des autres ou craindre leur défaveur. Les relations interpersonnelles sont de type commercial. L'échange de biens et de services est mutuel ; il ne s'agit pas d'une faveur de vendre ou d'acheter, mais d'une transaction dictée par l'égoïsme de l'une ou l'autre partie. Il est vrai qu'en sa qualité de producteur, chaque homme dépend soit directement, comme l'entrepreneur, soit indirectement, comme le travailleur salarié, des demandes des consommateurs. Mais cette dépendance à l'égard de la suprématie des consommateurs n'est pas illimitée. Si un homme a une raison importante de défier la souveraineté des consommateurs, il peut essayer. Le marché offre un droit très

substantiel et efficace de résister à l'oppression. Personne n'est forcé d'entrer dans l'industrie de l'alcool ou dans une fabrique d'armes à feu si sa conscience s'y oppose. Il se peut qu'il doive payer le prix de sa conviction ; il n'y a pas en ce monde de fins dont la réalisation est gratuite. Mais il appartient à l'homme de choisir entre un avantage matériel et l'appel de ce qu'il croit être son devoir. Dans l'économie de marché, l'individu est le seul arbitre suprême en ce qui concerne sa satisfaction.

Les consommateurs choisissent

La société capitaliste n'a pas d'autre moyen de contraindre un homme à changer de métier ou de lieu de travail que de récompenser par des salaires plus élevés ceux qui se plient aux exigences des consommateurs. C'est précisément ce type de pression que de nombreuses personnes considèrent comme insupportable et espèrent voir disparaître sous le socialisme. Ils sont trop obtus pour comprendre que la seule alternative est de transmettre aux autorités le plein pouvoir de déterminer dans quelle branche et à quel endroit un homme doit travailler.

En tant que consommateur, l'homme n'est pas moins libre. Il décide seul de ce qui est plus ou moins important pour lui. Il choisit de dépenser son argent selon sa propre volonté.

La substitution de la planification économique à l'économie de marché supprime toute liberté et ne laisse à l'individu que le droit d'obéir. L'autorité qui dirige toutes les questions économiques contrôle tous les aspects de la vie et des activités de l'homme. Elle est le seul employeur. Tout travail devient travail obligatoire car l'employé doit accepter ce que le chef daigne lui offrir. Le tsar de l'économie détermine ce que le consommateur peut consommer et en quelle quantité. Il n'existe aucun secteur de la vie humaine où la décision est laissée à l'appréciation des valeurs de l'individu. L'autorité lui assigne une tâche précise, le forme à cette tâche et l'emploie à l'endroit et de la manière qu'elle juge opportuns.

La vie "planifiée" n'est pas libre

Dès que la liberté économique que l'économie de marché accorde à ses membres est supprimée, toutes les libertés politiques et les déclarations de droits deviennent des fadaises. L'habeas corpus et le procès par jury sont un leurre si, sous prétexte d'opportunisme économique, l'autorité a le plein pouvoir de reléguer tout citoyen qui lui déplaît dans l'Arctique ou dans un désert et de lui assigner des "travaux forcés" à vie. La liberté de la presse n'est qu'une vue de l'esprit si l'autorité contrôle toutes les imprimeries et les usines de papier. Il en va de même pour tous les autres droits de l'homme.

Un homme est libre dans la mesure où il façonne sa vie selon ses propres projets. Un homme dont le destin est déterminé par les plans d'une autorité supérieure, à laquelle est dévolu le pouvoir exclusif de planifier, n'est pas libre au sens où le terme "libre"

était utilisé et compris par tous les peuples jusqu'à ce que la révolution sémantique de notre époque ait entraîné une confusion des langues.

Cet article est extrait de *Liberté économique et interventionnisme* (1952).

Questions de discussion : L'individu dans la société

1. Que signifie pour l'auteur l'affirmation suivante : "L'expérience enseigne à l'homme que l'action coopérative est plus efficace et plus productive que l'action individuelle autosuffisante" ?

- a. L'auteur déclare : "Les conditions naturelles qui déterminent la vie et l'effort de l'homme sont telles que la division du travail augmente la production par unité de travail dépensée. Ces facteurs naturels sont les suivants (1) l'inégalité innée des hommes en ce qui concerne leur capacité à effectuer divers types de travail, et (2) la répartition inégale des possibilités de production non humaines données par la nature sur la surface de la terre".
- b. En raison des différences entre les capacités des personnes à effectuer certaines tâches, tout le monde est mieux loti s'il se spécialise et fait du commerce. Lorsque les gens se spécialisent dans ce qu'ils produisent le plus efficacement et échangent avec d'autres, ils gagnent du temps et sont en mesure de consommer plus de biens qu'auparavant.
- c. La liberté est la condition de l'homme dans une société contractuelle. La coopération sociale dans le cadre d'un système de propriété privée des moyens de production signifie que, dans le cadre du marché, l'individu n'est pas tenu d'obéir et de servir un seigneur. S'il donne et sert d'autres personnes, il le fait de son propre chef afin d'être récompensé et servi par ceux qui le reçoivent. Il échange des biens et des services, il ne fait pas de travail obligatoire et ne paie pas de tribut. Il n'est certainement pas indépendant. Il dépend des autres membres de la société. Mais cette dépendance est réciproque. L'acheteur dépend du vendeur et le vendeur de l'acheteur.

2. Que pense l'auteur de l'affirmation "Les travailleurs sont à la merci de leurs employeurs" ?

- L'auteur explique : "Il est vrai que l'employeur a le droit de licencier l'employé. Mais s'il utilise ce droit pour satisfaire ses propres caprices, il nuit à ses propres intérêts. Il a tout intérêt à licencier un meilleur employé pour en embaucher un moins performant".
- Cela montre que le salarié n'est pas à la merci de l'employeur, car il est dans l'intérêt de l'employeur de conserver les salariés les plus efficaces pour son entreprise.

- Les employeurs et les employés sont libres de prendre leurs propres décisions, mais le marché a des conséquences sur ces décisions. L'auteur utilise l'exemple du commerçant qui est impoli avec les clients - il est libre de le faire mais doit assumer les conséquences de sa décision.
- Les employés sont libres de faire des choix concernant leur travail. L'auteur utilise l'exemple des employés qui peuvent éviter de travailler dans des industries avec lesquelles ils ne sont pas moralement d'accord. L'auteur explique : "Personne n'est obligé d'aller dans l'industrie de l'alcool ou dans une usine d'armes à feu si sa conscience s'y oppose".

3. Selon Mises, quel est le rôle approprié du gouvernement dans la régulation des questions économiques ?

- Mises écrit : "Le gouvernement est un garant de la liberté et n'est compatible avec la liberté que si son champ d'action est adéquatement limité à la préservation de la liberté économique. Là où il n'y a pas d'économie de marché, les dispositions les mieux intentionnées des constitutions et des lois restent lettre morte".

7.4.C - Regardez une vidéo en guise d'introduction à l'activité qui suit [5 min] :

La vidéo [Individualism vs. Collectivism - Learn Liberty \(youtube.com\)](https://www.youtube.com/watch?v=...) est en anglais uniquement et la discussion sur les questions et l'activité vous donneront plus de détails.

Voici un résumé en français :

L'individualisme et le collectivisme sont deux concepts philosophiques qui ont des implications profondes sur la manière dont nous percevons la société et les individus. Voici quelques points clés pour mieux comprendre ces idées :

1. Individualisme:

L'individualisme met l'accent sur l'autonomie de chaque personne. Chaque individu est considéré comme unique et mérite le respect et la dignité, indépendamment des autres.

Les principes capitalistes d'économie de marché et de liberté individuelle sont souvent associés à l'individualisme.

[Les individus sont libres de poursuivre leurs propres objectifs, tant que cela ne porte pas atteinte à la liberté des autres¹.](#)

2. Collectivisme:

Le collectivisme privilégie les dynamiques de groupe et la coopération. Il considère que le bien-être de la communauté est plus important que les aspirations individuelles.

Les structures collectivistes incluent le socialisme et le communisme, où les ressources et les décisions sont souvent gérées collectivement².

Dans le collectivisme, les groupes (comme la famille, la communauté ou la nation) sont les unités primaires et déterminantes de la société³.

Il est important de noter que ces concepts ne sont pas mutuellement exclusifs. De nombreuses sociétés combinent des éléments d'individualisme et de collectivisme. La balance entre ces deux approches peut varier en fonction du contexte culturel, politique et économique. Si vous souhaitez en savoir plus, je vous invite à consulter les ressources

Caractéristique déterminante. Chaque personne. Tindér anonyme. Irving de respect et. Hors de tous les autres. Contes. L'homme est libre de ses mains, à condition que cela n'abroge pas la liberté similaire des autres. Mais ne sommes-nous pas des créatures sociales ? N'avons-nous pas besoin d'une communauté pour nous épanouir ? Et si la réponse est oui, cela signifie-t-il que les droits individuels sont une grave erreur ? En fait, il est vrai que nous sommes des créatures sociales, mais cela n'implique pas que l'individualisme soit une erreur. Karl Marx affirmait que nos identités étaient entièrement constituées par notre classe socio-économique et que l'autonomie était une illusion du système économique dominant. Le projet libéral était défectueux parce qu'il a amené les gens à se faire de fausses idées sur le travail, le capital, la société et même sur eux-mêmes. Mussolini affirmait également que le projet libéral était défectueux parce qu'il amenait les gens à se faire de fausses idées sur le travail, le capital, la société, et même sur nous-mêmes. Mais il affirmait que notre identité était constituée et déterminée non pas par la classe, mais par notre appartenance ethnique. De nos jours, rares sont ceux qui défendent ces affirmations. En revanche, il est beaucoup plus courant d'affirmer que la communauté détermine notre identité et que le libéralisme est un projet erroné. C'est ce qu'on appelle parfois l'argument communautaire contre l'individualisme libéral. Mais qu'est-ce que la communauté ? Tous les membres d'un grand nombre de communautés différentes simultanément. Famille, ville, ethnie, région, nation, religion. En outre, nous devenons membres de communautés par le biais de nos intérêts et de nos affiliations, de nos professions, de nos passe-temps, de nos loyautés sportives et d'autres manifestations de nos préférences. Nos passe-temps, nos loyautés sportives et d'autres manifestations de nos préférences. Certes, tous ces éléments jouent un rôle dans la formation de notre personnalité, mais il est difficile de dire que l'un d'entre eux l'emporte sur les autres ou que le processus est déterministe. Le communautarisme semble éluder la distinction entre influencer et déterminer. Nous continuons à faire des choix concernant nos valeurs et nos actions, malgré les nombreuses influences qui s'exercent sur notre

pensée. Si vous deviez tout faire vous-même, vous n'arriveriez jamais à rien. L'appartenance à une communauté nous permet de diviser le travail et de bénéficier de la spécialisation et du commerce. Outre les avantages économiques de la vie en société, nous avons également besoin d'amitiés, de culture et de divertissement. Mais si nous bénéficions de ces avantages de la vie sociale, c'est parce que nous sommes des individus. L'une des raisons pour lesquelles la société a tant à offrir est que nous sommes tous un peu différents. La grande diversité des intérêts, des talents et des préférences humaines témoigne de notre individualisme et de notre société. La justice est la manifestation de ces différences lorsqu'elles sont réunies. Si tout le monde achetait de la même façon et aimait les mêmes choses, la société serait beaucoup moins intéressante. L'idée est donc de protéger la communauté. Nous devons arrêter. Considérer les gens comme des individus autonomes, c'est faire fausse route. Nous nous préoccupons en réalité du bien-être des communautés. Pour protéger la communauté et préserver la façon dont la société contribue à l'épanouissement humain, nous devons garder à l'esprit les individus uniques et autonomes qui la composent.

"Pour protéger la communauté et préserver la façon dont la société contribue à l'épanouissement humain, nous devons garder à l'esprit les individus uniques et autonomes qui la composent.

Discutez brièvement des points suivants :

1. Chaque personne est un individu qui mérite le respect et la dignité.
2. Nous sommes des créatures sociales qui ont besoin d'une communauté pour s'épanouir. Nous appartenons simultanément à de nombreuses communautés différentes (famille, religion, ville, région, ethnie, professions, loisirs, etc.)
3. L'une des raisons pour lesquelles la société nous apporte tant, c'est que nous sommes tous très différents. Il existe une grande diversité de compétences, de talents et d'intérêts entre les individus de la société.
4. Si nous tenons à préserver la communauté, nous devons penser aux individus uniques qui la composent.

7.4.D - Faites l'activité suivante sur le lien entre l'individualisme et la société civile [10 min] :

Activité : Qui suis-je ?

1. Les élèves rédigeront une description d'eux-mêmes en fonction de leur communauté et de leurs intérêts personnels. Ces catégories leur serviront de guide :

- Family
- Ville/Région/Nation
- Ethnie
- Religion

- Intérêts personnels
- Affiliations personnelles
- Ambitions professionnelles
- Loisirs
- Loyauté à l'égard du sport

2. Demandez aux élèves de répondre aux questions en levant la main :

1. Qui, dans la classe, veut être médecin ? Avocat ? Ingénieur ? Enseignant ?
2. Qui encourage les Yankees de New York ? Le Miami Heat ? Les Patriots de Nouvelle-Angleterre ? Les Braves d'Atlanta ?
3. Combien d'entre vous apprécient le jazz ?
4. Combien d'entre vous aiment la série Divergente ?
5. Comment un groupe aux préférences si diverses peut-il vivre ensemble en paix ?
 - Le respect mutuel de tous les individus, le respect des droits de propriété, des règles et des lois stables.
 - Nous sommes des personnes uniques et individuelles avec des espoirs, des aspirations, des talents, etc. différents. "La société est une manifestation des différences individuelles lorsqu'elles sont toutes réunies.
 - Quels sont les éléments qui nous permettent de développer nos divers talents et intérêts ?
 - Nos besoins fondamentaux sont généralement satisfaits (nourriture, vêtements, logement, etc.) grâce au fait que nous vivons dans un pays jouissant d'une relative liberté économique.
 - Nous avons la liberté de choisir, ce qui nous permet de suivre nos propres rêves pour vivre une bonne vie.

Que faudrait-il qu'il se passe pour qu'une société soit composée de personnes qui font toutes les mêmes choses et vivent toutes de la même manière, sans aucun choix ?

1. Il faudrait qu'une autorité centrale prenne de plus en plus de pouvoir sur la population.
2. Les gens préféreraient qu'on s'occupe d'eux plutôt que de s'occuper d'eux-mêmes.
3. Cet état d'esprit conduit les gens à renoncer à leurs droits en tant qu'individus, à leurs libertés et à leurs droits de propriété, donnant ainsi au gouvernement le pouvoir et le contrôle sur leur vie individuelle.
4. Les figures d'autorité/le gouvernement y parviennent généralement en utilisant une propagande qui promet à chacun sécurité et prospérité pour le "plus grand bien".

7.4.E -Lisez l'article suivant en auto-apprentissage et répondez aux questions de la discussion [15 min] :

Article: [L'individu et la société \(fee.org\)](http://fee.org) par Arthur Foulkes (FEE.org).

"La société existe pour servir les individus, et non l'inverse.

Récemment, au cours d'un déjeuner, un ami philosophe m'a dit : "L'histoire des États-Unis est l'histoire d'une lutte entre l'individu et la société dans son ensemble".

Quelques jours plus tard, un autre ami, tout aussi philosophe, a dit quelque chose de similaire : "Il s'agit toujours d'un conflit entre l'individu et la communauté".

J'ai souvent entendu cela. L'individu et la communauté ont des besoins et des désirs contradictoires. C'est tout simplement la vérité.

Ou est-ce le cas ?

La "société" est essentiellement constituée des régularités, des coutumes et des règles de base du comportement interhumain. Ces pratiques (et leur acceptation parmi les gens) sont extrêmement importantes pour la façon dont les humains agissent et interagissent les uns avec les autres. Mais existe-t-il vraiment une "société" dont les objectifs sont en conflit avec ceux des individus ? Je ne le crois pas.

La société n'existe pas indépendamment des êtres humains. Comme l'a noté Ludwig von Mises, "l'individu vit et agit au sein de la société, mais la société n'est rien d'autre que la combinaison des individus dans un effort de coopération". Mais la société n'est rien d'autre que la combinaison d'individus en vue d'un effort coopératif".¹ En effet, poursuit-il, "les faits fondamentaux qui ont donné naissance à la société sont les suivants : le travail effectué dans le cadre de la division du travail est plus productif que le travail isolé. sont les faits que le travail effectué dans le cadre de la division du travail est plus productif que le travail isolé et que la raison de l'homme est capable de reconnaître cette vérité". En d'autres termes, la société existe pour servir les individus, et non l'inverse.

Ce raisonnement jette une lumière entièrement différente sur la relation entre les individus et la société. Mais ce raisonnement n'est pas nouveau. Les individus ont depuis longtemps compris qu'ils ne pouvaient satisfaire leurs besoins croissants que par l'échange et l'association avec d'autres. L'immense richesse de cette coopération, expliquée de façon célèbre par David Ricardo il y a près de 200 ans, fait de l'interaction sociale le meilleur outil dont dispose l'individu pour atteindre ses objectifs.

Bien entendu, les individus sont censés respecter certaines règles dans leurs relations avec les autres. Le meurtre, le vol, la fraude et l'intimidation sont contraires à la coopération. Mais, comme l'a noté Frédéric Bastiat il y a 150 ans, les individus résisteraient et puniraient ces comportements "même en l'absence de lois spécifiques contre eux", ce qui signifie qu'une telle résistance ne doit pas son origine à un "contrat social", mais découle plutôt d'une "loi générale de l'humanité"² Il est erroné

d'interpréter ces "lois générales" comme étant d'une certaine manière en conflit avec les désirs des individus. Au contraire, ces lois contribuent à la réalisation de ces désirs.

Pourquoi alors parler d'un éternel conflit entre l'individu et la société ? Je crois que c'est parce que le "bien commun" est une carte politique si efficace à jouer. Une multitude de projets gouvernementaux sont justifiés au nom du bien commun, même s'ils ne profitent qu'à une petite minorité. Des projets tels que les quartiers "habitables", la croissance durable ("intelligente"), les réglementations de la Food and Drug Administration, les écoles publiques et la Corporation for Public Broadcasting ont tous été justifiés au nom du "bien commun", de la société ou du "bien-être général"³ La résistance est donc effectivement attribuée à l'"égoïsme" ou à l'"individualisme têtue".

Le point commun de ces programmes gouvernementaux est la méfiance à l'égard des choix des individus dans un environnement de libre-échange. Ils cherchent à imposer "une nouvelle vision" destinée à nous sauver du chaos du marché non réglementé.⁴

Je n'ai pas besoin de chercher bien loin pour voir les fruits d'un tel génie collectiviste. Il y a quelques années, le service local de réaménagement de notre ville a décidé de dépenser 6,1 millions de dollars d'impôts pour construire un immeuble mixte commercial et résidentiel au centre-ville. Les unités commerciales et résidentielles de l'immeuble seraient louées à peu près au "prix du marché", mais les bureaucrates du service de redéveloppement n'ont jamais espéré que le projet rapporte de l'argent. "Nous savons avec certitude que [le projet] devra être subventionné pendant les 12 premières années", m'a déclaré le directeur de la commission de réaménagement lors d'une interview. Le coût des 12 premières années devrait s'élever à plusieurs millions de dollars en plus des coûts de construction.

Un succès mitigé

C'était il y a quatre ans. L'immeuble de cinq étages se trouve aujourd'hui au cœur de notre centre-ville, à quelques pâtés de maisons de mon bureau. Il abrite une petite pizzeria, une librairie indépendante et quelques locataires. Et pour ne rien gâcher, le bâtiment est d'un jaune maladif. "L'habitabilité, en effet.

La beauté de l'échange volontaire et du marché libre est qu'ils permettent aux consommateurs d'allouer pacifiquement les ressources en fonction de leurs propres préférences. C'est ce que Mises appelait la "souveraineté des consommateurs". Les millions de dollars gaspillés pour le "projet de revitalisation" de notre ville auraient pu servir à répondre aux besoins des consommateurs. Mais ce sont des individus autonomes, et non des planificateurs gouvernementaux, qui auraient déterminé ces autres besoins. Pour les planificateurs, c'est toujours le problème.

Bastiat a bien résumé l'attitude des planificateurs lorsqu'il a écrit,

Tandis que l'humanité tend au mal, les législateurs aspirent au bien ; tandis que l'humanité avance vers les ténèbres, les législateurs aspirent à la lumière ; tandis que l'humanité est attirée par le vice, les législateurs sont attirés par la vertu. Puisqu'ils ont décidé qu'il s'agit là du véritable état des choses, ils exigent alors l'utilisation de la force afin de substituer leurs propres inclinations à celles du genre humain.⁵

Arthur Foulkes est rédacteur indépendant dans l'*Indiana*.

1. Ludwig von Mises, *L'action humaine*, 4e éd. rév. (Irvington-on-Hudson, N.Y. : Foundation for Economic Education 1996 [1963]), p. 143.
2. Frédéric Bastiat, *Harmonies économiques*, trans. W. Hayden Boyers (Irvington-on-Hudson, New York : Foundation for Economic Education, 1996 [1850]), p. 2.
3. L'administration Clinton a proposé de dépenser 1,7 milliard de dollars pour des projets visant à promouvoir la "vivabilité", c'est-à-dire des communautés planifiées avec des "centres-villes à usage mixte", des "espaces verts" et bien d'autres choses encore, le tout pour le "bien commun". Voir "Livable Communities for The 21st Century : Remarks as Prepared for Delivery by Vice President Al Gore, Livability Announcement", 11 janvier 1999, www.smartgrowth.org/library/gore_speech11199.html. Pour plus d'informations sur la "durabilité", voir Environmental Protection Agency-Region 10, "Smart Growth", www.epa.gov/r10earth/sustainability/smartprin.htm.
4. Gore.
5. Frédéric Bastiat, *La Loi* (Irvington-on-Hudson, N.Y. : Foundation for Economic Education 1998 [1850]), pp. 32-33.

Questions de discussion : L'individu et la société

1. On croit généralement que l'individu est en conflit avec la société s'il ne subordonne pas ses désirs et ses besoins au "bien commun". Êtes-vous d'accord ?

1. La société elle-même est simplement composée d'individus. Sans individus, il n'y a pas de société.
2. "Comme l'a noté Ludwig von Mises, "l'individu vit et agit au sein de la société. Mais la société n'est rien d'autre que la combinaison d'individus en vue d'un effort coopératif".
3. Ludwig von Mises poursuit en expliquant que "...le travail effectué dans le cadre de la division du travail est plus productif que le travail isolé et la raison de l'homme est capable de reconnaître cette vérité".
4. Il n'y a pas de conflit entre les individus et la société lorsque les gens traitent les uns avec les autres de manière pacifique par le biais d'échanges volontaires.

2. Quel est le concept clé que David Ricardo a expliqué sur la relation entre les individus et la société ?

1. "Les individus ont compris depuis longtemps qu'ils ne peuvent satisfaire leurs besoins croissants que par l'échange et l'association avec d'autres. L'immense richesse de cette coopération, expliquée de façon célèbre par David Ricardo il y a près de 200 ans, fait de l'interaction sociale le meilleur outil dont dispose l'individu pour atteindre ses objectifs".
2. Frédéric Bastiat explique que des règles et des lois sociétales établies devraient soutenir la coopération au sein de la société. Les droits individuels doivent être protégés par ces lois qui "découlent d'une loi générale de l'humanité", et pas seulement des contrats sociaux.

3. Une multitude de mesures gouvernementales sont justifiées au nom du bien commun, même si elles ne profitent qu'à une petite minorité. Comment et pourquoi le gouvernement agit-il de la sorte ?

1. "Ce que ces programmes gouvernementaux ont en commun, c'est la méfiance à l'égard des choix des individus dans un environnement de libre-échange. Ils cherchent à imposer une "nouvelle vision" destinée à nous sauver du chaos d'un marché non réglementé.
2. La majorité des gens sont amenés à croire que quelqu'un d'autre devrait prendre des décisions à leur place, comme la meilleure façon d'éduquer nos enfants, le type de soins de santé dont nous avons besoin, la façon d'épargner pour la retraite, etc.

3. Nombreux sont ceux qui pensent que nous avons besoin d'une autorité centrale pour "sauver" l'humanité du "chaos" qui consiste à penser par soi-même et à agir dans son propre intérêt rationnel.
4. La peur que cette propagande gouvernementale puisse être vraie et le faux réconfort que nous serons "pris en charge" alimentent ce programme politique "anti-progrès". Les seules personnes qui gagnent sont celles qui ont des positions et de l'autorité dans le processus central de prise de décision.

4. Qu'entend Ludwig von Mises par l'expression "souveraineté des consommateurs" ?

1. "La beauté de l'échange volontaire et du marché libre est qu'ils permettent aux consommateurs d'allouer pacifiquement les ressources en fonction de leurs propres préférences."
2. Ce sont des individus autonomes, et non des planificateurs gouvernementaux, qui devraient déterminer les besoins des consommateurs. Cela ne fait jamais le bonheur des planificateurs autoritaires.
3. "Bastiat a bien résumé l'attitude des planificateurs lorsqu'il a écrit : "Alors que l'humanité tend vers le mal, les législateurs aspirent au bien ; alors que l'humanité avance vers les ténèbres, les législateurs aspirent à la lumière ; alors que l'humanité est attirée par le vice, les législateurs sont attirés par la vertu. Puisqu'ils ont décidé que c'était là le véritable état des choses, ils exigent alors l'utilisation de la force afin de substituer leurs propres inclinations à celles de la race humaine."

Récapitulatif de la leçon

- Chaque personne est un individu qui mérite le respect et la dignité.
- Nous sommes des créatures sociales qui ont besoin d'une communauté pour s'épanouir. Nous appartenons simultanément à de nombreuses communautés différentes (famille, religion, ville, région, ethnie, professions, loisirs, etc.)
- L'une des raisons pour lesquelles la société nous apporte tant, c'est que nous sommes tous très différents. Il existe une grande diversité de compétences, de talents et d'intérêts entre les individus de la société.
- Si nous tenons à préserver la communauté, nous devons penser aux individus uniques qui la composent.

- En raison des différences entre les capacités des personnes à accomplir certaines tâches, tout le monde est mieux loti s'ils se spécialisent et échangent.
- "Le phénomène social fondamental est la division du travail et son pendant, la coopération humaine.
- Le marché encourage les individus à interagir pacifiquement et à construire une confiance mutuelle.

Ressources supplémentaires

Article: [Comment Airbnb et Lyft ont finalement obtenu la confiance des Américains | WIRED](#) (Wired.com)

"L'économie de partage est apparue si rapidement et si puissamment que les régulateurs et les économistes s'efforcent encore d'en comprendre l'impact. Mais une conséquence est déjà claire : nombre de ces entreprises nous amènent à adopter des comportements qui auraient semblé invraisemblablement téméraires il y a encore cinq ans. Nous montons dans les voitures d'inconnus (Lyft, Sidecar, Uber), nous les accueillons dans nos chambres d'amis (Airbnb), nous déposons nos chiens chez eux (DogVacay, Rover) et nous mangeons dans leur salle à manger (Feastly). Nous les laissons louer nos voitures (RelayRides, Getaround), nos bateaux (Boatbound), nos maisons (HomeAway) et nos outils électriques (Zilok). Nous confions à de parfaits inconnus nos biens les plus précieux, nos expériences personnelles et nos vies mêmes. Ce faisant, nous entrons dans une nouvelle ère d'intimité permise par l'internet"

DANS 40 minutes environ, Cindy Manit fera entrer une parfaite inconnue dans sa voiture. Une application sur son iPhone installé sur le pare-brise la convoquera à un coin de rue du quartier South of Market de San Francisco, où une femme aux cheveux roux vêtue d'un imperméable orange et de bottes couleur café se glissera sur le siège avant de sa Mazda3 2006 à hayon immaculée et demandera qu'on la conduise à l'aéroport. Manit a pris en charge des centaines de personnes au hasard comme cela. Une fois, elle a fait traverser le Golden Gate Bridge à un passager jusqu'à Sausalito. Une autre fois, elle a conduit un clown à une soirée du Cirque du Soleil.

"Les gens pourraient penser que je suis un peu trop confiante", dit Manit alors qu'elle roule vers Potrero Hill, "mais je ne le pense pas". Manit, professeur de yoga et entraîneur personnel indépendant, s'est inscrite en août 2012 comme chauffeur pour Lyft, la société de covoiturage alors naissante qui permet

à quiconque de transformer sa voiture en taxi ad hoc. Aujourd'hui, l'entreprise compte des milliers de chauffeurs, a levé 333 millions de dollars en capital-risque et est considérée comme l'un des principaux acteurs de ce que l'on appelle l'économie du partage, dans laquelle les entreprises offrent des places de marché aux particuliers pour qu'ils louent leurs biens ou leur travail. Ces dernières années, l'économie de partage est passée du statut de mouvement marginal à celui de force économique légitime, des entreprises comme Airbnb et Uber faisant constamment l'objet de rumeurs d'introduction en bourse. (Thomas Friedman, chroniqueur au New York Times, a déclaré que nous vivions l'ère de l'économie du partage, qui "produit à la fois de nouveaux entrepreneurs et un nouveau concept de propriété".

L'économie du partage est apparue si rapidement et si puissamment que les régulateurs et les économistes s'efforcent encore d'en comprendre l'impact. Mais une conséquence est déjà claire : bon nombre de ces entreprises nous font adopter des comportements qui auraient semblé téméraires il y a encore cinq ans. Nous montons dans les voitures d'inconnus (Lyft, Sidecar, Uber), nous les accueillons dans nos chambres d'amis (Airbnb), nous déposons nos chiens chez eux (DogVacay, Rover) et nous mangeons dans leur salle à manger (Feastly). Nous les laissons louer nos voitures (RelayRides, Getaround), nos bateaux (Boatbound), nos maisons (HomeAway) et nos outils électriques (Zilok). Nous confions à de parfaits inconnus nos biens les plus précieux, nos expériences personnelles et nos vies mêmes. Ce faisant, nous entrons dans une nouvelle ère d'intimité permise par l'internet.

Il ne s'agit pas seulement d'une percée économique. Il s'agit d'une avancée culturelle, rendue possible par une série sophistiquée de mécanismes, d'algorithmes et de systèmes de récompenses et de punitions finement calibrés. Il s'agit d'une nouvelle étape radicale pour le marché de personne à personne inauguré par eBay : un ensemble d'outils numériques qui nous permettent et nous encouragent à faire confiance à nos semblables.

Manit a 30 ans, mais elle a la carrure délicate d'une adolescente. Elle porte un mince sweat à capuche vert kaki et un jean bleu usé, et ses cheveux noirs coupés dépassent de son bonnet de bas violet. Malgré son apparence vulnérable, elle affirme ne s'être jamais sentie menacée ou mal à l'aise lorsqu'elle conduisait pour Lyft. "Il ne s'agit pas d'une personne de la rue", dit-elle en passant sous la bretelle de sortie de la 101 et en énumérant les différences entre conduire pour Lyft et prendre un auto-stoppeur au hasard. Les conducteurs de Lyft doivent relier leur compte à leur profil Facebook ; leur photo apparaît sur l'iPhone de Manit lorsqu'ils demandent à être pris en charge. Chaque passager a été évalué par ses précédents chauffeurs Lyft, ce qui permet à Manit de repérer les mauvaises pommes et de les éviter.

De plus, ils doivent s'inscrire avec une carte de crédit, ce qui garantit que la course sera payée avant même qu'ils ne montent dans sa voiture. "Je n'ai jamais fait quelque chose comme ça, où je ramasse des gens au hasard", dit Manit, "mais je m'y suis habitué".

Par ailleurs, Manit a ce que les universitaires appellent un seuil de confiance bas. En d'autres termes, elle est prédisposée à adopter un comportement que d'autres personnes pourraient considérer comme risqué. "Je ne veux pas vivre ma vie en me protégeant constamment. Je l'ai fait savoir", dit-elle. Mais quand j'en ai parlé à mes amis et à ma famille - et même à mon partenaire de l'époque - ils m'ont dit : "Tu es sûre ? Cela semble un peu effrayant".

Ce scepticisme reflète une attitude largement répandue et profondément enracinée, renforcée par des décennies de mises en garde contre les bonbons empoisonnés d'Halloween et les dragueurs qui s'adonnent à la boisson. Il n'est donc pas étonnant que certains des dirigeants les plus ambitieux de l'économie du partage considèrent que leur mission ne consiste pas seulement à créer une entreprise, mais aussi à reconnecter fondamentalement nos relations les uns avec les autres. Tout comme l'internet traditionnel a permis à des étrangers de se rencontrer et de communiquer en ligne, l'internet moderne peut relier les individus et les communautés dans le monde physique.

"La mesure dans laquelle les gens sont connectés les uns aux autres est inférieure à ce dont les humains ont besoin", explique Arun Sundararajan, professeur à l'université de New York. "Une partie de l'attrait de l'économie de partage est d'aider à combler ce fossé. Le cofondateur de Lyft, John Zimmer, va jusqu'à comparer cela au temps qu'il a passé dans la réserve des Sioux Oglala à Pine Ridge, dans le Dakota du Sud. "Leur sens de la communauté, de la connexion aux autres et à leur terre, m'a rendu plus heureux et plus vivant que je ne l'avais jamais été auparavant", déclare-t-il. "Je pense que les gens ont besoin d'une véritable interaction humaine, c'est comme un instinct. Nous avons maintenant la possibilité d'utiliser la technologie pour nous aider à y parvenir".

Mais nous n'en sommes pas encore là. Les données de l'enquête sociale générale de 2012, le sondage du National Opinion Research Center sur les attitudes des Américains, ont révélé que seulement 32 % des personnes interrogées étaient d'accord pour dire que l'on pouvait généralement faire confiance aux gens, alors que ce chiffre était de 46 % en 1972. Plus récemment, un sondage AP-GfK réalisé en octobre 2013 auprès de plus de 1 200 Américains a révélé que seulement 41 % des personnes interrogées font "beaucoup" ou "assez" confiance aux personnes qu'elles embauchent pour travailler chez elles, que seulement 30 % font confiance aux

caissiers qui glissent leur carte de crédit ou de débit, et qu'à peine 19 % font confiance aux "personnes que vous rencontrez lorsque vous voyagez loin de chez vous".

Même Manit n'est pas prête à ouvrir ses portes à tous les services de partage qui se présentent. Par exemple, elle n'est pas très à l'aise avec l'idée de laisser des inconnus louer sa voiture, comme elle pourrait le faire par l'intermédiaire de sociétés telles que RelayRides ou Getaround. "Quelqu'un que je ne connais pas et qui prend ma voiture, c'est différent", dit-elle. "Il faut que je sois là avec eux".

Elle s'arrête, réfléchissant encore quelques secondes.

"Ce que je me demande, c'est ce qu'ils font avec ma voiture". Elle laisse échapper un petit rire. "Qu'est-ce qu'ils font avec ma voiture ?"

Par une matinée de janvier exceptionnellement clémente, je m'éloigne d'une vingtaine de pâtés de maisons de mon domicile, dans le sud de San Francisco, et je frappe à la porte d'un certain Paolo, qui me remet rapidement les clés de sa Subaru Impreza 2013. Paolo ne conduit sa voiture que le week-end, ce qui lui permet de la louer par l'intermédiaire de RelayRides le reste de la semaine. Paolo dit qu'il n'a jamais pensé à laisser un étranger partir avec son véhicule, peut-être parce qu'il est "déraisonnablement confiant", comme il se décrit lui-même. (Même s'il n'est apparemment pas assez confiant pour me laisser publier son vrai nom, qui n'est pas Paolo).

J'évite surtout d'envoyer des SMS pendant que je conduis la voiture de Paolo jusqu'à Santa Clara, où j'ai rendez-vous avec Rob Chesnut. Ancien procureur fédéral, Chesnut a créé le département "confiance et sécurité" d'eBay. Tout comme PayPal a incubé une mafia de technologues et de chefs d'entreprise ambitieux, une mafia connexe d'eBay a étendu ses vrilles à l'ensemble de l'économie de partage, avec des membres chez Airbnb, RelayRides, TaskRabbit et oDesk. M. Chesnut est lui-même vice-président senior de Chegg, une plateforme en ligne destinée aux étudiants, mais il conseille des entreprises de partage telles qu'Eance et Poshmark.

M. Chesnut est venu pour la première fois sur eBay en tant que client en 1997, à la recherche d'un Polaroid SX-70. C'était au début du développement d'eBay, lorsque ses politiques de confiance et de sécurité pouvaient être résumées par la prémisse animatrice du fondateur Pierre Omidyar : "Les gens sont fondamentalement bons". Chesnut n'a pas trouvé cela particulièrement rassurant. "En tant que procureur fédéral, je ne suis pas du genre à faire confiance aux autres", explique-t-il. "J'ai l'habitude de traiter en permanence avec les pires éléments de la société. Maintenant, je vais envoyer un chèque de banque à un parfait inconnu ?"

Bien sûr, nous commerçons tous les jours avec de parfaits inconnus. Nous remettons nos cartes de crédit à des vendeurs, nous montons sur la banquette arrière de taxis conduits par des chauffeurs que nous n'avons jamais rencontrés, nous ingérons des aliments préparés dans des cuisines fermées et nous ignorons le fait que des employés d'hôtel munis d'un passe-partout pourraient s'introduire dans nos chambres pendant que nous dormons. Mais chacune de ces transactions est étayée et soutenue par une série complexe de réglementations, d'appuis et d'assurances qui remontent à la révolution industrielle.

Avant cette époque, les Américains avaient tendance à se regrouper dans de petites villes et des communautés agricoles, où les citoyens tissaient des liens étroits au fil des ans. Dans un tel système économique, où tout le monde se connaît, il y a une incitation naturelle à bien traiter les gens : Si vous avez une mauvaise réputation, toute la ville le saura. Plus généralement, les membres de ces petites communautés homogènes savaient que leurs voisins voyaient probablement le monde de la même manière qu'eux, qu'ils avaient la même morale et les mêmes croyances, ce qui facilitait les relations commerciales avec eux.

Tout cela a commencé à changer vers le milieu du XIX^e siècle. Alors que les Américains quittaient les petites villes pour s'installer dans les grandes, les petits commerçants ont été remplacés par de grandes entreprises, et les marchés locaux ont cédé la place à des distributeurs nationaux. Soudain, les gens ne pouvaient plus compter sur les relations interpersonnelles ou les normes culturelles pour protéger leurs transactions ; ils ne connaissaient pas, et souvent ne rencontraient même pas, les personnes avec lesquelles ils faisaient des affaires. Selon Lynne Zucker, sociologue à l'UCLA, le résultat a été la destruction de la confiance qui avait soutenu l'économie américaine jusqu'alors.

Dans les années qui ont suivi, des systèmes formels ont vu le jour pour remplacer la confiance que les citoyens avaient perdu les uns envers les autres. Les décennies entre 1870 et 1920 ont vu l'explosion du "secteur du capital social aérien" - des industries comme la banque, l'assurance et les services juridiques qui ont établi des règles et des appuis pour le nouvel environnement commercial. Dans le même temps, une série de réglementations gouvernementales ont contribué à établir les règles que cette nouvelle catégorie d'entreprises devait respecter. "En institutionnalisant les mécanismes sociaux de production de la confiance, écrit Zucker, l'ordre économique a été progressivement reconstruit. La forme de confiance occasionnelle, intime et interpersonnelle a été remplacée par un système centralisé de garanties codifiées. Mais le problème de la confiance institutionnalisée est qu'elle peut être, dans le jargon de l'industrie technologique, une affaire de haute friction. eBay ne pouvait pas exiger de tous ceux qui avaient quelques Beanie Babies en trop qu'ils se soumettent au règlement et s'établissent en tant que commerçant licencié.

Pendant plusieurs années, l'équipe de M. Chesnut a donc mis en place sa propre infrastructure de confiance. Elle a commencé à surveiller l'activité sur la place de marché eBay, à signaler les vendeurs ou les acheteurs potentiellement problématiques, à proposer ses propres options de paiement et, enfin, à garantir chaque achat. Ce faisant, eBay est passé du statut d'hôte passif à celui de participant actif à chaque transaction. À l'instar de l'explosion des banques et des assurances institutionnelles au début du XXe siècle, ce nouveau système a agi comme une procuration de confiance ; il ne nécessitait pas que les gens se fassent confiance les uns aux autres, car ils pouvaient compter sur un système centralisé pour protéger leurs intérêts.

Ce processus a été repris par des entreprises comme Airbnb. Au départ, les cofondateurs Brian Chesky, Joe Gebbia et Nate Blecharczyk avaient imaginé le service comme une sorte de Craigslist spécifique à un événement, mettant en relation des locataires avec des hôtes et les laissant ensuite se débrouiller seuls. Au fil des ans, l'entreprise a élargi son champ d'action et joué un rôle de plus en plus important : elle s'est occupée de tous les paiements, a hébergé des évaluations, a engagé des photographes professionnels pour photographier les propriétés et a fourni une plateforme permettant aux hôtes et aux invités de communiquer entre eux.

L'accélération la plus importante a eu lieu après le fameux "ransackgate" de juin 2011, au cours duquel une hôte nommée EJ a trouvé son appartement de San Francisco saccagé par des hôtes qui lui ont volé ses bijoux, son disque dur, son passeport et ses cartes de crédit. En réaction, Airbnb a mis en place de nombreuses nouvelles dispositions en matière de sécurité, a créé une ligne d'assistance téléphonique 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, a instauré une garantie de 50 000 dollars pour les hôtes - garantie qui a ensuite été portée à 1 million de dollars - et a créé une nouvelle division chargée de la confiance et de la sécurité.

Anna Steel, une ancienne enquêtrice du gouvernement qui est aujourd'hui l'une des principales responsables de la confiance et de la sécurité chez Airbnb, a été embauchée près d'un an après la crise. Aujourd'hui, elle dirige une équipe de 15 gestionnaires de cas, au sein d'un groupe de 80 personnes ayant des bureaux à Singapour, Dublin et San Francisco. Pour me faire une idée de son travail, j'assiste à une réunion de planification avant le SXSW, le festival de musique et de technologie d'Austin qui est devenu l'un des événements les plus importants de l'entreprise. Les salles de conférence d'Airbnb sont réputées pour leur décor élaboré - chacune étant une reconstitution d'une propriété Airbnb réelle - mais cette réunion se tient dans un espace terne et sans décoration. Un à un, les membres d'un groupe de travail composé de quatre femmes discutent de leurs progrès.

Emily Gonzales a contacté les hôtes que le système de l'entreprise a signalés comme présentant le plus grand risque de dommages matériels - de grands groupes ou des locataires qui louent pour la première fois des chambres dans des maisons luxueuses - pour leur rappeler de prendre soin des biens de leurs hôtes. Jaspreet Bansal, qui a quitté son poste de procureur pénal à Newark en décembre, a travaillé avec des agents pour rechercher sur le site des annonces potentiellement illégitimes. Brittany Galvan, quant à elle, prévoit de se rendre à Austin pour régler les problèmes qui pourraient survenir.

Ils sont aidés dans leurs efforts par l'énorme quantité de données que l'entreprise a accumulées. Chaque élément d'une réservation - la réservation, le paiement, la communication entre l'hôte et l'invité et l'évaluation - passe par la plateforme d'Airbnb, de sorte que l'entreprise peut suivre chaque séjour de sa conception à sa réalisation. Si un hôte utilise les mots "Western Union" dans une conversation avec un invité, signe qu'il tente de contourner le système d'Airbnb, l'entreprise bloquera le message. Si un hôte et un invité réservent à plusieurs reprises des chambres l'un chez l'autre, il peut s'agir d'une escroquerie visant à accumuler de faux avis positifs. Et si un nouvel hôte apparaît et commence instantanément à faire des réservations coûteuses auprès d'un nouvel utilisateur, cela pourrait être le signe d'un racket de blanchiment d'argent. Le système d'analyse d'Airbnb tient compte de ces facteurs et attribue à chaque réservation une "note de confiance". Si la note est trop basse, la réservation est automatiquement signalée pour faire l'objet d'une enquête plus approfondie.

(Le système n'est pas infallible. En mars, un comédien a découvert que sa maison avait été utilisée pour une énorme fête sexuelle. Mais Airbnb affirme que cette pratique est largement couronnée de succès : sur 6 millions d'hôtes en 2013, la société n'a versé que 700 indemnités). À bien des égards, ce processus est similaire à l'infrastructure de confiance développée par eBay - une machine qui assume le risque au nom de ses clients et les libère de la responsabilité d'évaluer la fiabilité des autres.

Mais voilà le problème : eBay est une expérience assez binaire. Soit vous obtenez ce que vous avez commandé, soit vous ne l'obtenez pas. Pour un tel système, ce type d'infrastructure de confiance centralisée est suffisant. Elle permet d'éliminer les fraudeurs et les incompetents. De même, les services d'octroi de licences et les inspecteurs sanitaires contribuent à garantir un niveau de base de sûreté et de sécurité. Vous pouvez vous inscrire dans un hôtel agréé en sachant que vous entrez bien dans un hôtel et non dans un laboratoire de prélèvement d'organes ayant l'apparence d'un hôtel. Mais il ne peut pas vous garantir que vous vivrez une bonne expérience, que le groom ne sera pas un imbécile ou que le service d'étage ne vous apportera pas une omelette tiède.

Cette responsabilité incombe à la société hôtelière, qui gère son personnel de manière à fournir un service de qualité.

Mais les entreprises de l'économie du partage n'ont pas de gestionnaires ni de personnel sur place. Elles sont constituées d'un ensemble hétéroclite d'individus peu organisés. Leurs infrastructures de confiance centralisées permettent d'attraper les mauvais acteurs les plus évidents - les diffuseurs de fausses annonces, les blanchisseurs d'argent, les voleurs - mais elles n'arrêteront pas les délinquants plus ordinaires, comme le conducteur qui a un pied de plomb ou l'invité qui fait couler négligemment de la cire de bougie sur votre haut-parleur. Cela nécessite des formes plus subtiles d'ingénierie sociale. Andre Haddad, PDG de RelayRides, compare cela à la parentalité. "J'ai trois enfants", dit-il. "On ne peut pas les contrôler, mais on veut les pousser à faire ce qu'il faut".

Et comme les parents, de nombreuses entreprises inventent les règles au fur et à mesure et apprennent parfois de nouveaux trucs par accident. Lorsque M. Haddad a rejoint RelayRides en septembre 2011, l'entreprise poursuivait un modèle similaire à celui de Zipcar. Les clients louaient des voitures à l'heure et ne rencontraient jamais les propriétaires. Ils accédaient et démarraient leur location en passant une carte de membre devant un lecteur que l'entreprise avait installé dans la voiture de chaque propriétaire. Mais au printemps 2012, RelayRides a dû procéder à quelques changements. D'une part, il était clair qu'Avis et Hertz avaient un modèle plus attrayant que Zipcar ; le marché de la location traditionnelle de voitures est près de 60 fois plus important que le marché de la location horaire de voitures en autopartage. De plus, l'entreprise souhaitait se développer dans le monde entier, ce qui rendait peu pratique et coûteuse une installation matérielle compliquée pour chaque nouveau membre. En mars 2012, RelayRides a donc abandonné le lecteur de cartes. Au lieu de cela, les locataires et les propriétaires ont commencé à se rencontrer en personne pour remettre les clés et examiner le véhicule.

Selon M. Haddad, les résultats ont été frappants. RelayRides cherchait simplement un moyen plus pratique et plus rentable de développer son activité. Mais il s'est avéré que la rencontre en personne a incité les loueurs à mieux prendre soin des voitures et a amélioré l'expérience pour les deux parties. Les propriétaires ont fait beaucoup moins de demandes d'indemnisation dans le cadre de cette nouvelle approche, et les locataires comme les propriétaires ont fait état d'un taux de satisfaction beaucoup plus élevé après la rencontre en personne. "Ils ont vraiment apprécié ce contact humain", explique M. Haddad. "Les gens engagent la conversation et se rendent compte qu'ils ont quelque chose en commun, ce qui renforce la confiance et responsabilise les gens. Ils vont devoir rendre cette voiture à cette personne et la regarder dans les yeux".

En fin de compte, c'est ce qui différencie les entreprises comme RelayRides des places de marché de personne à personne de type eBay qui les ont précédées. Lorsque vous achetez un appareil photo sur eBay, vous ne connaissez le vendeur que sous le nom de NikonIcon1972. Dans l'économie du partage, nous ne sommes pas anonymes. Il se peut que nous ne rencontrions pas nos partenaires commerciaux face à face, comme dans l'exemple de RelayRides. Mais comme nos transactions sont souvent liées à nos comptes Facebook - une version de nos identités réelles - nous traitons, même virtuellement, avec de vraies personnes. Il s'agit d'une recreation numérique des interactions entre voisins qui définissaient la société préindustrielle. Sauf qu'aujourd'hui, notre voisin est toute personne disposant d'un compte Facebook.

La plupart de ces places de marché tentent de maximiser ce sentiment de connexion interpersonnelle. C'est pourquoi Lyft - dont le slogan est "Votre ami avec une voiture" - encourage les passagers à s'asseoir sur le siège avant comme un ami plutôt que sur le siège arrière comme un passager. C'est pourquoi les hôtes d'Airbnb sont invités à inclure de grandes photos d'eux-mêmes sur leur profil, et pourquoi l'entreprise encourage les hôtes et les clients à communiquer entre eux avant chaque séjour. C'est pourquoi le site web de Feastly comprend des biographies personnelles de chaque chef et encourage la communication avant le dîner. "Il existe de nombreuses études psychologiques sur la méfiance que nous éprouvons à l'égard des personnes que nous ne connaissons pas", explique Charles Green, un expert en confiance qui conseille des entreprises telles que Shell et Accenture. "Mais nous ne nous frottons pas aux personnes que nous connaissons.

Le fait de mettre les gens en contact les uns avec les autres peut les encourager à mieux se comporter, ce qui peut réduire les indemnités d'assurance et améliorer les résultats d'une entreprise. Mais l'expérience est radicalement différente de celle que nous attendons de notre économie de services. Lors de mes conversations avec des passagers et des chauffeurs de Lyft, pratiquement tout le monde a dit une version ou une autre de ce qui suit : "J'aime avoir affaire à de vraies personnes" : "J'aime avoir affaire à de vraies personnes". Bien sûr, le chauffeur de taxi titulaire d'une licence est une personne réelle. Il en va de même pour le groom, le cuisinier à la chaîne, le propriétaire du chenil. Mais lorsque nous interagissons avec eux, ils agissent en tant qu'agents d'une entreprise commerciale. Dans l'économie de partage, le commerce semble presque secondaire, une réflexion après coup par rapport à la connexion humaine qui sous-tend l'ensemble de l'expérience. (Cela s'explique en partie par le fait que le paiement lui-même se fait souvent par voie électronique et de manière invisible). De cette manière, cela suggère un retour à la société préindustrielle, lorsque nos relations et nos identités - le capital social, pour utiliser le jargon - comptaient autant que le capital financier que nous avons à dépenser.

C'est le côté carotte d'une économie plus intime, l'idée que le fait de bien traiter les gens se traduira par une meilleure expérience. Il y a aussi le côté "bâton" : Si vous vous comportez mal, vous ne pourrez plus participer. Nick Grossman, directeur général de Union Square Ventures et chercheur invité au MIT Media Lab, explique que si les chauffeurs Uber ont généralement une attitude positive à l'égard du service, il a discuté avec certains d'entre eux qui s'inquiètent de recevoir quelques mauvaises critiques, de tomber en dessous du seuil d'évaluation acceptable et d'être licenciés. (Il en va de même pour les passagers : Mani, la conductrice de Lyft, affirme qu'elle ne prend pas en charge les personnes dont la note est inférieure à 4,3 étoiles). "Il y a une question légitime à se poser : Que ressentons-nous à l'idée de vivre dans un environnement où l'obligation de rendre des comptes est omniprésente ? demande M. Grossman. "C'est très efficace pour produire certains résultats. C'est aussi très darwinien". Tout comme les habitants de l'Amérique préindustrielle, les participants à l'économie du partage savent que chaque transaction contribue à une réputation qui les suivra, potentiellement pour le reste de leur vie.

En effet, pour l'instant, les frontières de l'économie du partage sont protégées de manière assez rigide. Si vous avez déjà été pris en flagrant délit de dépassement de vitesse de plus de 20 miles, vous ne pouvez pas louer une voiture sur RelayRides. Les aspirants chauffeurs Lyft doivent passer une vérification de leurs antécédents et de leur permis de conduire et être approuvés par un mentor, qui juge les candidats non seulement sur leur capacité à conduire, mais aussi sur leur personnalité. Les hôtes de DogVacay sont soumis à un processus de sélection en cinq étapes qui comprend des vidéos de formation, des quiz et un entretien téléphonique.

De manière plus générale, les nouvelles entreprises de l'économie du partage sont plus susceptibles de s'appuyer sur un ensemble d'adeptes précoces partageant les mêmes idées et ayant une vision avant-gardiste. Cette dynamique a sans aucun doute aidé les hôtes et les chauffeurs à faire confiance à leurs clients ; des études montrent que nous sommes plus enclins à faire confiance aux personnes qui semblent partager nos valeurs et nos traits de caractère. ("Je ne sais pas si je ferais ça à Philadelphie", avoue Joel, un chauffeur Lyft de San Francisco. "Mais ici, tout le monde est si gentil.") Cela pourrait également expliquer une étude troublante réalisée par deux professeurs de la Harvard Business School, selon laquelle les hôtes d'Airbnb paient moins les hôtes noirs que leurs homologues blancs. (La solution proposée par les auteurs consiste à mettre moins en valeur les photos de profil des hôtes, ce qui va à l'encontre des efforts déployés par l'entreprise pour instaurer la confiance).

Mais en fin de compte, ces nouveaux mécanismes de création et de préservation de la confiance interpersonnelle pourraient avoir le pouvoir de nous mettre à l'aise avec des personnes et des expériences que nous n'aurions jamais envisagées autrement. Kari Sweetland, coordinatrice des ressources humaines âgée de 30 ans, s'est récemment

inscrite sur Tinder, l'application de rencontre extrêmement populaire. Tinder n'est normalement pas considéré comme faisant partie de l'économie de partage, mais il fonctionne en partie selon la même logique. Les utilisateurs rencontrent des partenaires potentiels, non pas en répondant à de longs questionnaires, mais en se connectant à leur compte Facebook et en balayant une série de photos. L'algorithme de Tinder affiche les personnes qui se trouvent à proximité, note celles qui partagent des intérêts ou des liens sociaux et, si les deux parties s'approuvent mutuellement, les laisse s'envoyer des messages par l'intermédiaire de l'application jusqu'à ce qu'elles se sentent suffisamment à l'aise pour se rencontrer en personne.

Lorsque Mme Sweetland s'est inscrite pour la première fois sur Tinder, elle a eu un moment d'hésitation, le vague sentiment que ce qu'elle s'apprêtait à faire était un peu fou, rencontrer des inconnus en se basant uniquement sur le glissement d'un écran tactile. Puis elle s'est souvenue qu'elle faisait quelque chose de similaire chaque fois qu'elle montait dans une voiture Lyft ou qu'elle séjournait dans un Airbnb, ce qu'elle fait avec ses amis -ce qu'elle et ses amis font tout le temps. Soudain, rencontrer un étranger ne lui a plus semblé être un risque si effrayant. Il s'agissait simplement d'un moyen normal pour elle d'interagir avec ses concitoyens de San Francisco. "J'ai accepté cela dans ma vie, et tout le monde ici l'a accepté aussi", dit-elle. Il ne s'agit pas d'un comportement étrange, d'actions de quelqu'un qui bafoue les normes sociales. C'est tout simplement ce que font les gens.

L'évolution de la confiance

Il y a quatre cent cinquante mille ans, le premier crétin s'est fait arnaquer. Depuis, nous avons développé des normes, des structures et des garde-fous pour nous protéger lors de nos échanges, même avec des inconnus. -Julia Greenberg

50 000 ANS AVANT J.-C.

Les acheteurs et les vendeurs pratiquent principalement le troc et ne font confiance qu'à leurs amis. Le commerce est basé sur la réciprocité et la réputation ; les tricheurs sont rejetés.

8000 AV.

Voisin à voisin De petits villages se forment ; les gens commencent à commercer avec leurs voisins. Il est plus facile de faire confiance à quelqu'un quand on sait où il vit.

1200 AVANT J.-C.

Monnaie La monnaie portable se développe - d'abord sous forme de coquillages, puis de pièces de monnaie - et devient un moyen d'échange commun, remplaçant le troc.

650 APRÈS J.-C.

Le papier-monnaie L'argent liquide sans valeur intrinsèque est popularisé pour la première fois. Les gens croient que des bouts de papier peuvent être échangés contre des biens réels.

1000 APRÈS J.-C.

D'étranger à étranger Les acheteurs et les vendeurs commencent à commercer avec des étrangers par le biais d'intermédiaires de confiance qui apportent les marchandises au marché.

1800s

De personne à entreprise Alors que les entreprises remplacent les magasins et les marchés locaux, la confiance vient des réglementations, des assureurs, des banques et des cabinets d'avocats.

1950s

De personne à personne Les gens achètent des biens à des multinationales. Les groupes de surveillance, ainsi que les réglementations et les banques mondiales, sécurisent ces interactions.

1990s

Les produits en réseau sont achetés sur des sites web construits par des entreprises qui fournissent une place de marché centralisée et une infrastructure de confiance.

Présent

Intime De nouveaux mécanismes apparaissent pour sécuriser les transactions en personne effectuées par l'intermédiaire de places de marché numériques.